

Brochure n° 3240

Convention collective nationale

IDCC : 1487. – **HORLOGERIE-BIJOUTERIE**
(Commerce de détail)
(7^e édition. – Mai 2005)

AVENANT N° 15 DU 24 NOVEMBRE 2005

PORTANT RÉVISION DU CHAPITRE III *BIS*

« GARANTIE DE RESSOURCES MALADIE ET RÉGIME DE PRÉVOYANCE »

NOR : *ASET0650007M*

IDCC : *1487*

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux ont décidé de conclure le présent avenant au texte conventionnel du 17 décembre 1987 étant précisé que :

- les signataires du texte conventionnel du 17 décembre 1987 ont eu pour ambition de créer un véritable régime de prévoyance professionnel caractérisant une solidarité professionnelle établie sur la base de la mutualisation des charges et des ressources ;
- l'objectif de solidarité ne peut être atteint que si toutes les entreprises tenues par le texte conventionnel du 17 décembre 1987 en respectent les termes et notamment adhèrent à l'organisme assureur désigné et s'acquittent des cotisations ;
- toute entreprise tenue par le texte conventionnel du 17 décembre 1987 qui n'adhère pas à l'organisme assureur désigné depuis qu'il y est astreint (1^{er} novembre 1988 ou date de sa création si celle-ci est postérieure), sans pouvoir invoquer le bénéfice de la réserve d'adhésion prévue à l'article 6 alinéa 2 au 1^{er} novembre 1988, viole le caractère obligatoire dudit texte et compromet l'équilibre technique du régime.

En conséquence, il est décidé de compléter le chapitre III *bis* « Garantie de ressources maladie et régime de prévoyance » du texte conventionnel du 17 décembre 1987 de l'article suivant.

Article 1^{er}

Il est ajouté un article 6 *bis* au chapitre III *bis* « Garantie de ressources maladie et régime de prévoyance » ainsi rédigé :

Article 6 *bis*

Compensation financière

Chaque entreprise relevant du champ d'application de la convention collective nationale et ne bénéficiant pas de la réserve d'adhésion prévue à l'article 6 alinéa 2 au 1^{er} novembre 1988 est tenue d'adhérer au GNP au 1^{er} novembre 1988 ou dès la date de sa création si celle-ci est postérieure.

Le GNP, en concertation avec le comité de gestion, demandera à l'entreprise qui lui demande d'adhérer à une date postérieure à la date à laquelle elle y est tenue (1^{er} novembre 1988) et si un ou plusieurs salariés sont éligibles aux prestations du régime, le versement d'une indemnité, qui sera égale, pour l'incapacité-invalidité, à la provision mathématique calculée sur la base des tables légales et taux techniques en vigueur et, pour le décès, au montant des capitaux-décès.

Cette indemnité n'est toutefois pas due par les entreprises qui rejoindront le GNP dans les 6 mois qui suivent leur création.

Article 2

La date d'effet du présent avenant est fixée au lendemain du jour qui suivra la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Publicité. – Extension

Le présent texte, conclu pour une durée indéterminée, sera, conformément aux dispositions de l'article L. 132-2-2 du code du travail, notifié à l'ensemble des organisations syndicales représentatives à l'expiration de la période de signature fixée du jeudi 24 novembre au vendredi 9 décembre 2005.

Il sera déposé en 5 exemplaires originaux à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle – 18, avenue Parmentier, 75001 Paris et au conseil de prud'hommes de Paris, à l'expiration du délai d'opposition de 15 jours décomptés à partir de la date de première présentation des lettres recommandées avec accusé de réception le notifiant.

Les parties signataires sont convenues de demander l'extension du présent avenant, dès connaissance du numéro du récépissé de dépôt délivré par la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DDTEFP).

Fait à Paris, le 24 novembre 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Syndicat Saint-Eloi ;
Fédération nationale HBJO.

Syndicats de salariés :

SNECS CFE-CGC ;
Fédération des services CFDT ;
CSFV-CFTC.